

FONDS d'INVESTISSEMENT CLIMATIQUES

SREP/SC.10/3
8 octobre 2013

Réunion du Sous-comité du SREP
Washington
31 octobre 2013

Point 3 de l'ordre du jour

RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL DU SREP

(RÉSUMÉ)

PROJET DE DÉCISION

Le Sous-comité, ayant examiné le document SREP/SC.10/3 intitulé *Rapport semestriel d'activité du SREP*, prend note de l'avancement des travaux du SREP dans les pays pilotes et dans les pays figurant sur la liste d'attente. Le Sous-comité invite les BMD à collaborer étroitement avec les gouvernements et autres parties prenantes dans les pays pilotes pour accélérer la préparation et la mise en œuvre des projets et programmes financés par le SREP.

I. INTRODUCTION

1. Ce rapport est destiné à informer le Sous-comité de l'état d'avancement des activités du SREP. Il couvre la période allant du 16 mars au 15 septembre 2013.

II. APPROBATION DES PLANS D'INVESTISSEMENT ET DES FINANCEMENTS

2. À ce jour, les plans d'investissement de sept des huit pays pilotes ont été approuvés par le Sous-comité, pour une allocation indicative totale de 290 millions de dollars de financement au titre du SREP. Le plan d'investissement le plus récent, celui de la Tanzanie, a été approuvé par courrier le 10 septembre 2013. Huitième pays pilote, le Libéria devrait soumettre son plan d'investissement au Sous-comité pour examen et approbation lors de la prochaine réunion qui aura lieu fin octobre 2013.

3. À l'exception de la Mongolie, les trois autres bénéficiaires figurant sur la liste d'attente de pays pilotes du SREP, à savoir (par ordre de priorité décidé par le Sous-comité) le Yémen, l'Arménie et le programme pour le Pacifique (auquel participent les Îles Salomon et Vanuatu), ont progressé dans la préparation de leurs plans d'investissement avec un financement du SREP et l'appui des BMD.

4. Depuis le 15 septembre 2013, le Sous-comité a approuvé 20 % de l'allocation indicative totale du SREP au titre des sept plans d'investissement qui ont été approuvés. Ce pourcentage représente 45,9 millions de dollars pour les projets et 12,6 millions de dollars de dons au titre de la préparation des plans d'investissement et des projets.

5. Depuis le dernier rapport semestriel, le Sous-comité a approuvé trois financements à titre de don pour la préparation de projets, totalisant 1,7 million de dollars, tous dans le cadre du plan d'investissement de la Tanzanie. Au total, depuis le 15 septembre 2013, 11,35 millions de dollars de financements au titre du SREP ont été approuvés par le Sous-comité pour la préparation de projets.

6. À ce jour, le Comité des BMD a approuvé un total de 2,47 millions de dollars de financements au titre du SREP pour la préparation de plans d'investissement dans les huit pays pilotes et dans les pays figurant sur la liste d'attente. Pendant la période couverte par le présent rapport, la BAD a approuvé un financement à titre de don pour la préparation de plans d'investissement couvrant la composante gestion des connaissances du programme régional pour le Pacifique.

7. Pour l'exercice 14, les BMD ont proposé 17 projets et programmes, représentant 160,8 millions de dollars de financement au titre du SREP, qui devront être soumis à l'approbation du Sous-comité.

RAISONS DES RETARDS ACCUSÉS RÉCEMMENT DANS L'ÉLABORATION DES PROJETS

8. À ce jour, les six pays pilotes initiaux dont les plans d'investissements ont été approuvés entre septembre 2011 et octobre 2012 ont entamé l'élaboration des projets. Cependant, seules quatre propositions de projets (dont deux sous forme de programme conjoint) ont été soumises et

approuvées par le Sous-comité jusqu'à présent. Aucun projet n'a été soumis pendant la période couverte par le présent rapport.

9. Les BMD ont rendu compte des projets et programmes inscrits dans les plans d'investissement approuvés et fourni les raisons des retards accusés. Les pays pilotes ont également contribué à expliquer les raisons des retards au niveau de l'élaboration des projets lors de la réunion des pays pilotes du SREP tenue en mai 2013 (voir SREP/SC.10/Inf.2). Les raisons invoquées sont variables et incluent les problèmes politiques, le climat d'investissement, les problèmes associés à la sélection des sites et la méconnaissance des procédures et des technologies.

10. Certains signent indiquent cependant que la réserve de projets financés au titre du SREP a commencé à progresser. À la fin de la période couverte par le présent rapport, la demande de financement d'un certain nombre de propositions de projets avait été soumise au Sous-comité pour approbation ou était en passe de l'être.

III. SUIVI DE L'ÉVOLUTION DE LA PRÉPARATION DES PROJETS

11. Sur les 26 projets et programmes de la réserve actuelle du SREP, 21 sont inclus dans le système de « feux tricolores ». Sur ces 21 projets, deux (soumis conjointement par la BAD et l'IFC sous la forme d'un programme intitulé *Développement de la petite hydro-électricité au Népal*) ont été approuvés par le Sous-comité, mais sont toujours en attente d'approbation par les BMD. Pour ces deux projets, le feu est passé au rouge en ce qui concerne l'étape suivante qui est l'approbation par les BMD. Sur les 19 projets dont le financement doit être soumis à l'approbation du Sous-comité, quatre projets sont au feu vert, sept au feu orange et huit au feu rouge.

IV. RAPPORTS SUR LES RÉSULTATS

12. L'Unité administrative des CIF, en collaboration étroite avec les BMD, prépare actuellement un manuel de suivi et d'établissement de rapport pour le SREP. Un projet révisé intitulé *Proposal for Enabling Environment Assessment for Sustainable Energy Investment in SREP Countries (Proposition pour l'évaluation du cadre propice à l'investissement dans les énergies renouvelables dans les pays du SREP)*, datant du 19 juin 2013, a été approuvé par le Sous-comité en juillet 2013. Le Comité du SCF a approuvé en août 2013 une allocation supplémentaire de 340 000 dollars à inscrire au budget administratif des CIF pour l'exercice 14.

V. RÉSERVE DU SREP

13. Une réserve de ressources a été créée pour chacun des trois programmes ciblés dans le cadre du Fonds climatique d'investissement stratégique (SCF) pour promouvoir une participation accrue du secteur privé dans les pays pilotes remplissant les conditions voulues. Suite à l'appel à propositions lancé en avril 2013, 12 propositions ont été reçues pour les six pays pilotes initiaux, dont trois projets régionaux. Le groupe d'experts présentera un rapport de ses travaux et de ses recommandations au Sous-comité lors de la réunion d'octobre 2013 (voir le document SREP/SC.10/7).